

TRADUCTION DU DISCOURS PRONONCE A LA CLÔTURE DE LA
SESSION LEGISLATIVE PAR LE DR. OLIVEIRA SALAZAR

(Le 28 Avril 1938)

Monsieur le Président,

Messieurs les Députés,

"Aujourd'hui a lieu à l'Assemblée Nationale la dernière séance ordinaire de la première législature, et avec elle prend fin, sauf pour le cas d'une convocation extraordinaire quelconque, la compétence des premiers élus conformément aux termes de la Constitution de 1933. Pour que la rupture avec le passé soit plus nette, je suis demeuré pendant les quatre années d'existence de cette Chambre, toujours à l'écart, mais nullement désintéressé de son activité; pourtant, au moment où se termine ce cycle de travaux, et à la veille, par conséquent, d'une nouvelle consultation électorale, je n'ai pas pu m'empêcher de venir affirmer par ma présence, la solidarité des deux organes de la souveraineté et me congratuler avec la Chambre des résultats obtenus, en même temps que la remercier bien sincèrement de sa patriotique et précieuse collaboration. Au-dessus d'une toute naturelle divergence de points de vue particuliers dans l'examen d'une ou d'autre question et au cours de discussions plus ou moins passionnées, mais jamais incorrectes ou violentes, ce qu'il importe de noter c'est l'esprit qui a orienté le travail commun et la contribution positive en vue de la solution des problèmes nationaux. Gardant pour lui, pendant la période des séances, ce qui aurait pu avoir le moins de valeur comme éléments de notre oeuvre législative, le Gouvernement a réservé, par principe, au labour de l'Assemblée quelques uns des plus importants documents du système juridique portugais, et je crois qu'aucun, précédant les épuisantes études de la Chambre Corporative, n'a manqué d'en sortir grandement amélioré.

Cette première période d'essai se termine en même temps que celle des dix années où il est retombé sur moi une partie plus ou moins

grande des responsabilités dans le Gouvernement de ce Pays et dans la direction d'une oeuvre d'abord de véritable salut public, et, ensuite heureusement de développement national: seul un sentiment de modestie qui, exagéré, pourrait être considéré comme de la vanité, pourrait m'amener à oublier ou à feindre d'oublier un fait auquel on a voulu donner de plusieurs façons, un relief exceptionnel. Il est certain que l'illustre Député Dr. PACHECO DE AMORIM affirme que les hommes politiques ne doivent pas avoir de mémoire; je suis, jusqu'à certain point, d'accord là-dessus.

Il leur faut n'avoir pas mémoire pour les faiblesses des hommes, car bien souvent ils doivent avoir confiance en eux, comme s'ils croyaient à leur droiture; il leur faut ne pas avoir de mémoire pour les offenses des ennemis, car il arrive qu'il faille leur tendre la main pour qu'ils aident à redresser ce que auparavant leur passion aveugle les avait poussé à détruire; il leur faut ne pas avoir de mémoire pour les chagrins, les nuits perdues, les efforts mal évalués, les intentions défigurées, l'honneur insulté, le patriotisme transformé en sentiment intéressé, la justice vexée, les sacrifices du Pouvoir, ainsi que pour l'ingratitude des peuples, car, malgré tout et au-dessus de tout, il faut les servir sans ressentiment et les gouverner avec dévouement. Non, les hommes politiques ne doivent pas avoir de mémoire pour rien de ce qui pourrait être un obstacle à la collaboration patriotique, pour rien qui puisse les amener à payer des affronts par d'autres affronts, pour ^{rien} / qui puisse les décourager du travail ou troubler au fond de leur conscience leurs droites intentions. La mémoire du temps passé vit, et bien que j'ignore si la phrase en question se réfère à des hommes politiques sans passé et également par bonheur sans avenir, dans bien des choses j'ai trouvé qu'elle avait raison, mais pas en tout.

Certains se flattent de systèmes politiques tout faits et complets, qu'il suffit d'appliquer au corps social, qu'il soit sain

ou souffrant, en toutes circonstances de travail, de formation ou de culture, à toutes les races et sous toutes les latitudes.

Et ceux qui sont aveuglés par leurs doctrines ou leurs songes de cabinet ne se préoccupent pas de savoir ce que sont les hommes ou comment vivent les nations; se désintéressant de la vie réelle, du fait de la priorité qu'ils donnent à leurs théories, et du passé, parce qu'ils ont l'ambition de construire un avenir qui n'en devra pas être la continuation, ils n'ont pas besoin non plus d'avoir de la mémoire. Mais ce n'est pas là notre cas.

Puissamment attachés à certains principes fondamentaux qu'une raison éclairée et une expérience séculaire ont consacré dans l'exercice du Pouvoir; aidés par les clartés supérieures qui illuminent les fondements de la vie sociale et ses buts; liés à la tradition et à l'histoire de la Patrie Portugaise, avec son patrimoine, ses intérêts matériels ou moraux, sa nature et sa vocation dans le monde, il y a dix, il y a douze ans que nous travaillons à tout ce qui n'est pas bases ou objectifs indiscutables, à adapter, à essayer, prudemment, je dirai même lentement, des procédés et des solutions. Oeuvre de réintégration et de rééducation, oeuvre où il y a beaucoup à sauver de ce qui se perdait et beaucoup à construire et à innover, il y a forcément à cotoyer à chaque pas les principes et leur application, les institutions et leurs résultats, les sacrifices et leurs avantages, les réactions individuelles ou collectives en face des réformes qui violentent les habitudes et les égoïsmes; il faut se rappeler ce qui était et comment cela a cessé d'être, ce que l'on désirait et ce qui a été en réalité, pour se trouver à même de maintenir ou d'abandonner loyalement, la voie erronée. Et, pour cela, comme pour le bien des peuples, il faut que les hommes politiques aient de la mémoire.

Heureusement l'analyse même sommaire de la transformation opérée au Portugal et l'examen des principes sous l'influence desquels elle a eu lieu, permettent d'arriver à la conclusion de ce que,

à part la nécessité qu'il y a de retoucher les détails, il n'y a plus qu'à conserver, à développer et à appliquer intégralement les grandes bases du système.

La Chambre a approuvé il y a quelques jours, sur le rapport d'une commission spéciale qui à son tour s'était basée sur les études minutieuses du Député ARAUJO CORREIA, les comptes de l'Etat jusqu'à 1936, et elle a consacré par son vote l'administration publique pendant les huit ans et demi dont je suis directement responsable. Et à ces comptes on pourrait ajouter ceux de 1937, qui viennent d'être arrêtés sur un solde de 200.000 contos, et l'on a payé sur le compte des recettes ordinaires la presque totalité de ces dépenses que, du fait qu'elles avaient trait à de grands travaux de développement, l'on avait prévu devoir y faire face au moyen d'emprunts.

Tous ces faits: tenir les comptes à jour, disposer de soldes, pouvoir exposer au jugement les gérances dès leur terminaison - ce sont là des faits uniques dans l'ensemble de notre histoire et ce sont des faits déjà banals dans l'histoire de notre Révolution. L'on voit cela avec indifférence et j'en éprouve de la joie, car il n'y a pas pour moi de plus grande preuve de ce qu'un problème se trouve bien résolu que du fait qu'on ne s'en aperçoit pas.

Les finances ruinées, les budgets en déficit, la trésorerie épuisée, l'institut d'émission détourné de ses fonctions, la pauvreté du milieu circulant, la maigreur des devises, les restrictions du change, les intérêts très élevés, les capitaux expatriés, les faibles cotations de la dette, la multiplicité des impôts et des vexations fiscales, l'anarchie du crédit - tout cela est déjà de l'histoire ancienne, tout cela est enterré, mais il faut que ne pas effacer ces choses de sa mémoire, afin qu'elles ne puissent se répéter.

Au classicisme, pour ainsi dire, de la réforme financière, il faut opposer la révolution économique-sociale réalisée dans un sens corporatif, et ici également il semble qu'il n'y ait pas à revenir en arrière ou à changer de voie, en égard aux bienfaits qui ont résulté

de la bonne ordonnance de notre économie et de l'amélioration apportée aux conditions du travail. C'est véritablement une révolution en marche; qui après s'être étendu à tous les secteurs de l'industrie et du commerce, y compris ceux de l'agriculture, donnera à la vie économique et sociale une forme différente et imprimera un cachet spécifique à l'organisation de l'Etat elle même.

Ayant repoussé l'individualisme et le libéralisme du siècle dernier et tout leur cortège de malheurs, nous n'avons pas l'intention de charger l'Etat de la régence entière et, par ses seuls moyens, de l'économie de la Nation: et nous étant révolté contre une fausse bourgeoisie parasitaire, nous ne voulons pas nous acheminer vers une prolétarisation croissante et générale, car une nation où seul l'Etat serait riche, ne nous ferait pas envie.

Il ne faut pas fermer les yeux devant le fait que dans quelques cas récents, le potentiel financier et économique placé entre les mains de l'Etat en vertu de régimes fortement autoritaires et disciplinés, assume des proportions qu'il est difficile d'imaginer et qui, pour le moment n'ont pas de répercussion empêchant le progrès de la création industrielle elle-même. Les Etats sont à même de disposer non seulement de sommes énormes pour des réalisations collectives, mais encore ils dirigent supérieurement l'économie comme source de richesse de la Nation et comme instrument de politique extérieure. Ce que l'on ne sait pas encore c'est si la machine continuerait à fonctionner en plein rendement si les génies qui, occasionnellement la dirigent, venaient à manquer; et, en tout cas, il est bon de craindre que la discipline économique s'étende successivement jusqu'à saisir dans ses mailles étroites les manifestations spirituelles, la famille, le monde des idées et des affections. Et nous en viendrions par cette voie à ce même esclavage que nous désirons fuir. Tous, en ne fermant pas les yeux devant les enseignements que d'autres formes d'organisation et d'autres solutions apportent à la

solution de nos propres problèmes, nous continuons à considérer comme étant un bienfait pour le corps social, une large marge accordée à l'initiative privée et même à la concurrence, pourvu que l'Etat maintienne sa position d'arbitre suprême entre les intérêts en jeu.

Bien trop loin (à mon avis et d'après mes préférences personnelles) nous conduirait, en cette matière, l'insuffisance technique ou financière de particuliers. Mais, bien que décidés à aller jusqu'ou cela sera absolument nécessaire, il nous faudra aller plus loin.

Dans l'activité fixée à l'Etat par la loi de reconstitution économique, la Chambre sait comment, les uns après les autres, ont été formulés les plans nécessaires à leur exécution, et comment après qu'ils ont été approuvés, on leur a donné suite.

Le réarmement de l'Armée s'effectue dans un rythme successivement accéléré bien qu'il soit assujéti aux conditions actuelles de la production mondiale, et je puis dès à présent annoncer que sous peu, la continuation de la réorganisation de la Flotte par la construction de nouveaux navires, sera approuvée par le Gouvernement; le plan postal, télégraphique et téléphonique est en exécution conformément aux termes approuvés par l'Assemblée; on vient de voter le plan de repeuplement forestier des dunes et des montagnes au Nord du Tage; les plans des travaux d'hydraulique agricole se trouve soumis à l'appréciation de la Chambre Corporative, ce qui n'empêche pas que l'on continue à travailler activement à ceux qui déjà ont été approuvés; terminés ou très avancés sont les travaux des ports qui constituaient le premier plan approuvé par l'illustre Député Dr. ANTUNES GUIMARÃES, lorsqu'il était Ministre du Commerce, travaux auxquels s'ajoutèrent ceux des ports de Ponta Delgada, de Funchal et de Povoá de Varzim; l'on procède à la révision de la loi des ports comme condition préalable à l'approbation des travaux qui restent à faire et qui sont indispensables, surtout en ce qui concerne la pêche, et dont on a toutefois effectué quelques-uns avec les ressources ordinaires

du budget; le Gouvernement a mis à l'étude le document qui établit les bases de l'électrification nationale; la Chambre a approuvé pendant cette session, la réforme de l'instruction primaire sur laquelle on peut tracer le réseau scolaire respectif et indiquer le plan des maisons d'école nécessaires dans tout le Pays, et je ne parle pas des édifices destinés aux lycées, des prisons et des palais de justice; l'on négocie des conventions avec les compagnies ferroviaires au moyen desquelles la politique des chemins de fer se trouvera éclaircie, et dans quelques mois l'on devra avoir trouvé une solution, en dehors ou au dedans des entreprises actuelles, pour le problème concernant la navigation commerciale vers les colonies. Ce sont des choses fort grandes qui vont passer du rêve à la réalité devant nos yeux étonnés, tellement nous étions habitués par la décadence à les tenir comme impossibles.

Cette vaste action de développement aidera quelque peu à la solution d'autres problèmes, mais c'est de l'organisation, sur la base corporative, de toute l'activité nationale proviendra le remède à beaucoup de maux actuels. Nous avons soutenu que ce serait purement une illusion - et beaucoup d'exemples étrangers le confirment - de vouloir séparer ce qui est social de ce qui est économique, comme si notre vie à tous pouvait être indépendante du travail et de la richesse que nous produisons. Mais cette absolue dépendance établie pour marquer la limite des possibilités, nous ne concevons pas, comme forme définitive de l'organisation sociale, que ce soit par l'intermédiaire de l'Etat que doivent passer toutes les réalisations au bénéfice des ouvriers. La liaison de ce qui est social et de ce qui est économique n'est pas uniquement pour nous l'indéniable affirmation d'un fait mais aussi la directive marquée pour l'action. Salaires, assurances contre la maladie ou l'invalidité, habitation, repos et vacances, subsides aux familles, récréations, assistance aux ouvriers invalides, ne pourraient vivre du budget public autrement que comme moyen transitoire, car nous n'aurions, au fond, que des suppléments de salaires

payés à l'Etat par des impôts qui nous reviendraient sous une forme plus ou moins déguisée en assistance aux ouvriers, quand chaque branche de production devrait en avoir la charge directe pour la juste compensation du travail. Tout ainsi se trouverait à sa place.

Bien que beaucoup ait été fait en ce qui concerne les habitations économiques, les contrats de travail, la constitution de caisses de retraite, l'extension du droit à la retraite pour les ouvriers de l'Etat, les vacances payées, le contrôle des conditions du travail, je ne me dérobe nullement à dire que nous nous trouvons encore bien loin du but indiqué, d'abord en raison de la faible résistance de notre économie, ensuite du fait du peu de rendement de notre travail, et enfin parce que ce n'est que lentement que ces idées pénètrent les dirigeants d'entreprises nés ou élevés dans une autre ambiance. Je ne crois pas que la force de la nouvelle mystique triomphe par elle seule de la résistance des égoïsmes individuels et des mentalités faites dans le sens contraire; voilà pourquoi je juge que l'Etat devra faire usage de son autorité pour obtenir une compréhension plus rapide, en se réservant de redresser au bénéfice des probables défavorisés, le défaut d'équilibre provoqué par les conditions de la production riche et pauvre.

Nous ne pouvons trouver étrange que dans un Etat corporatif l'on assiste à l'évolution des organes politiques au fur et à mesure des progrès de la propre révolution corporative et que dans quelques années la face actuelle des choses ait changé.

Ainsi la Chambre Corporative, selon l'organisation qu'elle a subie en 1934, ne correspond déjà plus entièrement à la partie, par excellence, du travail produit, à l'état actuel et à l'état futur prochain de l'organisation corporative, tout ^{en} indiquant qu'elle vienne à subir pendant l'interrègne d'une législature à l'autre, les modifications résultant des progrès réalisés.

Déjà dans la dernière réforme de la Constitution la rupture du "parallélisme" fonctionnel des deux Chambres s'est accentuée; et,

quant à l'Assemblée Nationale je doute fort que les modifications dernièrement votées lui donnent la maléabilité qu'exige l'exercice de la fonction législative au fur et à mesure des nécessités de l'Etat; je suppose qu'il nous faudra aller encore plus loin.

C'est là un motif de plus pour louer la prévoyance avec laquelle on a facilité la révision constitutionnelle et qui nous permet, sans heurte ni précipitations, d'adapter peu à peu les organes de la souveraineté à la réalité organique de la Nation.

En passant seulement par les sommets que représentent les plus grands problèmes de notre Patrie; je dirai encore deux mots relativement à la politique coloniale.

Une fois définie par l'Acte Colonial de 1930, il n'y a pas eu jusqu'à ce jour, de nécessité d'y toucher; et au dedans des bases qui y sont établies l'on a publié la Charte Organique et la Réforme Administrative Ultramarine. Afin de normaliser entièrement l'administration, l'on a réglementé, d'une façon qui semble devoir être définitive, le régime des dettes des colonies envers la métropole et celui des dettes intercoloniales.

Le temps a donné le démenti aux prophéties qui auguraient les pires résultats de l'application des principes de l'ordre métropolitain aux domaines coloniaux. La vie de chacun se trouvant assainie, chez tous la production et le commerce se sont développés, les travaux publics ont pris un élan remarquable, et selon des plans élaborés au préalable, l'on a intensifié l'oeuvre missionnaire, l'instruction et l'assistance aux indigènes, de sorte que le magnifique esprit de coopération coloniale et de dévouement à la Mère-Patrie ve recevoir une juste consécration lors du voyage du Chef de l'Etat en Afrique Occidentale, dans quelques mois, et nous espérons que l'année prochaine il aura pour objet l'autre côte.

Il est certain que nous n'avons pas encore fait taire tout à fait les voix médisantes, quelques critiques étrangères au sujet de la colonisation portugaise, non plus que les allusions à la

disproportion entre la petitesse de la métropole et l'extension des domaines que nous colonisons; il ne sera pas facile d'y réussir, car nous savons que de telles études n'ont pas la prétention d'être des objectifs et elles ne sont pas orientées dans un esprit de justice ou de vérité; elles ont une autre raison d'être et un autre but contre lequel il est bon de se tenir toujours en garde.

J'ai été trop long dans mes considérations, mais malgré cela je ne voudrais pas les terminer sans me référer, en passant, à notre politique extérieure et à la situation internationale portugaise, car, bien que les faits puissent parler d'eux-mêmes, il convient de les expliquer en se servant de quelques éléments d'interprétation.

L'Europe s'est trouvée ces temps derniers, à plus d'une reprise, au bord de l'abîme, et l'on ne peut garantir que l'apaisement relatif de l'heure actuelle survive à la résolution de quelques unes des grandes difficultés pendantes. Elle a été amenée jusque là par la politique idéaliste de quelques grandes phrases connues, des phrases toutes faites; c'était au temps où l'on croyait et où l'on admettait le mirage d'une "paix universelle et indivisible" et d'une "sécurité collective", d'accords et de pactes "dans le cadre de la Société des Nations". Epuisée par le grand effort auquel on l'obligeait, bien au-delà de ses possibilités, voici que de tous côtés la "politique réaliste" jouit de la plus grande faveur et s'affirme; quelques grands succès lui font une auréole. Pour moi je crains autant l'une que l'autre; il me faut les définir toutes deux.

La politique idéaliste n'est pas essentiellement une politique faite d'idéal; elle peut en avoir un, elle peut ne pas en avoir, et, généralement elle n'en a aucun. Ce qui la caractérise c'est l'absence de réalité, c'est l'abstraction des faits, c'est d'être lié à des systèmes théoriques sans liaison aucune avec les réalités de la vie et les changements produits par la domination d'autres courants doctrinaires et par les événements historiques. Elle veut faire plier le monde à ses conceptions, sans mesurer les possibilités ni les contin-

gences, ni les forces opposées, et ainsi elle accumule insuccès sur insuccès.

Au cours de ces dernières années l'Europe s'est retranchée derrière le dogme de la bonté des hommes et de l'innocence des nations, dans un rêve de paix perpétuelle entre les peuples. De cette façon elle est devenue inactive et extatique; aveugle en face de faits qui démontreraient le mal fondé de ses positions; aveugle devant le fait que c'était certains pacifistes qui préparaient la guerre; aveugle devant le fait que le droit créé par les victoires ne peut être maintenu que tant que se trouve maintenue la force qui l'a imposé; aveugle devant les divergences existant entre les sentiments et les intérêts d'une part, et les accords et les engagements de l'autre; aveugle en Espagne, aveugle à Prague, aveugle à Genève, aveugle dans bien d'autres pays.

En face de ce dangereux aveuglement, d'autres nations ont appliqué des méthodes différentes et obtenu des triomphes indiscutables. Dans la connaissance parfaite des circonstances - les leurs et celles des étrangers - il y a eu du réalisme dans la Sarre, du réalisme en Rhénanie, du réalisme à Dantzig, du réalisme dans l'"Anschluss"; de l'autre côté il y a et il y a eu également du réalisme, à Brenner en 1934, lors de l'adhésion à l'accord de Nyon pour la surveillance de la Méditerranée en 1937, à l'occasion de la récente convention anglo-italienne et même dans les sentiments voilés avec lesquels on a accepté la disparition de l'Autriche.

Seulement - et c'est là que commencent les restrictions - cette politique fascinera bientôt les intelligences et présentera le danger de pousser les volontés vers ce qui, à mon avis, constitue déjà une atteinte à la politique réaliste - la politique du "fait accompli", la politique de "la force". Je sais que la raison possède aussi sa force - ou pour mieux dire, elle est aussi une réalité; le plus grand désir de ceux qui ont recours aux armes est de démontrer - et il faut leur en rendre hommage - qu'ils le font dans la défense

de leur droit. Mais personne ne doute de ce que cette force soit insuffisante et que, nous qui désirerions vivre dans la paix et en pleine sécurité de notre droit, nous aurons à déplorer toute politique indifférente aux impositions du droit et, en nous résignant aux réalités, à prendre nos précautions; tel est le sens de notre rearmement, de nos amitiés en Europe et au dehors, et de l'alliance anglaise...

Conformément à ce que nous indiquait l'observation des faits, déjà, en 1935 notre activité internationale se trouvait définie dans les paroles suivantes au sens desquelles, nous sommes demeurés fidèles:

"L'on sent que la ligne traditionnelle de notre politique extérieure, coïncidant avec les véritables intérêts de la Patrie Portugaise, consiste à ne pas nous, si possible, aux désordres européens, à maintenir l'amitié péninsulaire, à développer les possibilités de notre pouvoir atlantique."

Du caractère de puissance atlantique est née l'alliance anglaise, et il en résulte en même temps que de justes raisons impératives provenant de l'un des plus grands faits de notre histoire, d'intimes et puissantes liaisons avec le Brésil.

Je me référerai en premier lieu à l'alliance anglo-lusitaine.

L'Europe est assez inquiète et l'un des signes de sa nervosité est sans nulle doute la jalousie que provoquent couramment les manifestations de bonne amitié internationale et la nécessité d'affirmer de nouveau successivement les mêmes sentiments, comme si les traités et les accords ne vivaient pas de la confiance en la parole des Etats, et se nourrissaient comme les amourettes de continuelles déclarations sentimentales. Nous n'avons toutefois pas adopté cette façon de procéder, et, réellement, je n'ai rien à ajouter à ce que j'ai déjà dit au sujet de l'alliance anglaise, le 6 juillet de l'année dernière. Aux mêmes nécessités et aux mêmes intérêts correspondent les mêmes sentiments et les mêmes engagements; ici l'on ne manque pas à ses

engagements, et du côté de l'Angleterre je suis certain que l'on n'y manque pas non plus.

En tout cas je dois noter que pendant ces derniers mois, et parfois pendant plusieurs jours à la suite, des journaux de la gauche en Angleterre - bien sûr des journaux de basse cotation - attaquent le Portugal, invitent le Gouvernement à revoir, (sans doute à renoncer à l'alliance) lui suggèrent de s'emparer, pour sa sécurité, de territoires à nous, tandis que des parlementaires de l'opposition le provoquent instamment à répondre au sujet de la validité des traités d'alliance et de leur application aux colonies, et cela certainement pas pour le plaisir de l'entendre confirmer l'entière validité d'engagements anciens.

Or, nous avons toujours considéré, pour notre part, l'alliance comme étant une affaire d'Etat et non pas le fruit des sympathies de part - et, qu'il en a été de même du côté anglais, nous en avons la preuve dans les déclarations formelles qui, à ce sujet, ont été faites par des membres de l'opposition actuelle, alors au Gouvernement, tellement s'imposait à eux, en même temps que les responsabilités des intérêts britanniques, la communauté des intérêts anglo-portugais sur laquelle se base l'alliance.

C'est pourquoi, en mentionnant l'étrangeté de ce fait, je ne l'ai pas considéré comme suffisant pour nous causer des soucis; je l'ai plutôt attribué à la circonstance de ce que, dans le régime politique anglais, ont commencé à faire leur apparition des procédés de combat qui caractérisent dès le début les démocraties continentales. Supposons, toutefois, que je me trompe, la politique que nous suivons ne peut être, en malgré tout, que la plus sage - elle nous valorise, de façon à ce que notre amitié soit toujours chère et notre influence, en faveur de l'un ou de l'autre ne nous soit jamais imposée et non plus jamais refusée lorsque nous l'offrons.

La situation de l'Empire Britannique dans le Monde, la situation du Portugal sur l'Atlantique et en Afrique sont des facteurs

suffisants pour nous imposer pendant une période imprévisible, la même collaboration d'alliés; c'est pour cela que nous considérons comme étant de la plus grande importance pour les deux nations que le Gouvernement anglais ait pris la décision d'envoyer au Portugal une mission militaire qui, depuis quelques semaines, étudie avec nos techniciens, des problèmes d'intérêt commun. Depuis longtemps déjà la nécessité de nous trouver plus étroitement en contact, d'échanger des renseignements et des connaissances et même de plus grandes précisions en ce qui concerne le fonctionnement de l'alliance, se faisait sentir. Ces précisions, surtout, nous sont utiles et nous devons leur attribuer le plus grand intérêt - elles se trouveront à la base de toute négociation - car, faute d'elles il ne serait pas facile de définir au Portugal une politique militaire quelconque. Il n'est pas nécessaire d'en dire davantage pour conclure à la parfaite solidité des liens actuels qui, depuis des siècles nous lient à l'Angleterre, sans préjudice des bonnes amitiés qui nous attachent à d'autres pays.

Disons maintenant quelque chose sur l'Espagne. "Nous désirons tant avoir d'amicales et de cordiales relations avec l'Espagne que, de ce côté ont disparu toutes méfiances et toutes préoccupations. Les relations entre le Portugal et l'Espagne peuvent beaucoup se développer non seulement sur le champ économique mais encore, sur le champ politique, cette nation ne semble pas avoir d'intérêt contraire aux intérêts portugais étant donné notre pleine indépendance pour la réalisation de nos destinées dans le monde, et doit être un axiome fondamental de la politique espagnole. Sur cette base nous avons un champ ouvert à des ententes mutuelles".

Ces paroles étaient si sincères et si loyales que je les adressai moi-même en 1935 à certains dont, d'ailleurs, il a été démontré qu'ils avaient entretenu dans leur passé des liaisons délicates avec des émigrés politiques et des combinaisons suspectes en ce qui

concerne le Portugal.

Depuis lors, de l'autre côté de la frontière, il y a eu la révolution et la guerre, beaucoup de situations ont changé, de nouvelles idées de Gouvernement se sont implantées, d'autres doctrines sont en faveur, des amitiés et des influences se sont révélées - en somme bien des choses ont changé; mais pas de notre côté puisque nous continuons à offrir à l'Espagne la même fraternelle amitié. Nous ne voulons pas demeurer en deçà et nous ne pouvons aller plus loin.

Nous savons que cette situation est parfaitement comprise et acceptée par les personnes responsables au Gouvernement et à la direction mentale de l'Espagne Nationaliste, et nous avons mis quelques volte-face sur le compte des fumées énivrantes de la victoire, et de l'exaltation provoquée par de très durs sacrifices, et à la nécessité de faire appel aux plus hauts héroïsmes. Le moment de convulsion provoquée par l'horrible guerre civile une fois passé, le communisme écrasé et l'Espagne sauvée pour la civilisation occidentale, lorsque les espagnols s'occupent de relever les ruines et de dresser l'avenir, le fait irréductible de la dualité péninsulaire, contre lequel, si les traditions fédéralistes des deux républiques ont été impuissantes, la tradition impérialiste de Philippe II ne l'était pas moins, ce fait s'impose à tous comme l'évidence elle-même et la lumière de la raison politique. Mais, je me suis un peu écarté du point précis que je désirais traiter en ce qui concerne l'Espagne.

Des influences auxquelles depuis longtemps étaient assujettis quelques Gouvernements espagnols, influences auxquelles vinrent s'ajouter le déroulement et les nécessités de la guerre; les vicissitudes de celles-ci, la même idéologie du crime et de la destruction qui fait le fond de résistance de beaucoup, ont fait que le Gouvernement qui prétendait être légal, se mit à perdre, les unes après les autres, toutes les qualités de Gouvernement légitime. L'Espagne divisée, non reconquise, fractionnée, chacune de ces fractions déjà soumise

à un Gouvernement; la Constitution suspendue, certains gouvernants remplacés par d'autres non assujettis aux principes constitutionnels, la carence d'autorité devenue évidente, puisqu'il y a inexistance de garantie des vies, des croyances et des biens des gens, comme cela se trouve encore théoriquement défini par la loi, pourrait-on affirmer que le dénommé "Gouvernement légal" existe encore en Espagne? Quand d'autre part l'on considère dans les territoires libérés de la guerre ou de la terreur "rouge", comment l'ordre règne, comment le travail se développe, comment les intérêts généraux sont administrés, comment on s'occupe du bien des peuples, peut-on continuer à dire qu'il ne s'agit là que du commandement arbitraire de généraux rebelles?

Ayant longuement médité ce problème il m'a semblé que nous serions coupables de lâcheté si nous ne regardions pas en face les situations créées et si nous n'en tirions pas les conclusions qui s'imposent - en reconnaissant de droit le Gouvernement du Général Franco comme Gouvernement d'Espagne. Et ce que je vous annonce maintenant, nous le mettrons prochainement en réalisation. La fin de la guerre se trouvant encore éloignée, nous ne faisons pas une affaire en agissant ainsi, et nous ne nous hâtons pas d'occuper une position; nous affirmons seulement devant la réserve ou l'incompréhension de certains, les droits de la vérité et de la justice.

Pour conclure: En rappelant les faits, en répétant des idées, en touchant à des problèmes, je n'ai pas eu la prétention de faire un résumé des réalisations de l'Etat Nouveau, et non plus le procès critique de ses principes fondamentaux; cette oeuvre ne rentre pas dans un discours, et sa valeur ne dépend pas de tout ce que je pourrais dire en sa faveur.

Je note, toutefois, que si les choses ne sont pas encore ce qu'elles pourraient ou devraient être, il y a ceci qui est indéniable: le Portugal a été appelé à une vie nouvelle, comme s'il se

relevait du tombeau ou tout au moins de la tristesse effacée et vile à laquelle se référait le poète. Nous ne saurions en avoir, de fait, une meilleure démonstration que celle de l'enthousiasme avec lequel les portugais s'apprêtent aux commémorations centenaires de 1939-1940. De toutes les classes, de tous les milieux, de tous les pays et de tous les domaines, de tous les points du Globe où nous luttons pour la vie, l'on accourt avec enthousiasme à l'appel de huit siècles d'histoire.

Et c'est, comme au début de ces dix années, sous l'impression d'une tâche très lourde, mais avec la même foi dans les destinées du Portugal que, **Sous le regard de la Providence, je commence une année de plus d'existence et une année de plus de Gouvernement**".

LE DR. SALAZAR PARLE A LA NATION

C'est sous ce titre que le " Diario de Noticias " publiait, le 16 -
Octobre 1938, un article de plusieurs pages, au sujet d'une interview prise
par le journaliste Antonio Ferro, Directeur du Secrétariat de la Pro-
pagande Nationale.

Après avoir passé mentalement en revue la révolution corporative,
les Maisons du peuple, les Associations et les Syndicats, la Politique de
l' Esprit, le problème de la censure, les frontières de la liberté etc.
etc., bref, après avoir examiné tout ce qui a déjà été réalisé à pas de
géant - et tout ce qui reste encore à faire - le Dr. Salazar déclare que,
pour le moment, la Constitution continue d'être un compromis entre le
passé et présent et que, dans certains détails, elle est encore l'esclave
d'autres principes et il démontre l'utilité de l'Assemblée Nationale.

Salazar démontre ensuite que les méthodes de gouvernement ne sont
pas des produits d'exportation - cela à propos de la préface que Cham-
berlain a écrite pour l'édition anglaise de son livre et dans laquelle
préface Chamberlain déclare:

" Il n'y a pas longtemps, les Anglais ont pu supposer que leurs
constitutions parlementaires pourraient s'adapter à une autre nation et
la préserver, comme la nôtre, de révolutions ou de réactions. Sous diverses
formes, mais avec peu de succès, l'expérience fut tentée dans divers pays.."

Puis, à une autre allusion aux relations luso-anglaises, Salazar
riposte:

" Je les juge meilleures que jamais, parce qu'elles sont arrivées
à l'équilibre, parce qu'elles sont en train de se développer dans une par-
faite compréhension des intérêts communs. A propos de la guerre d'Espa-
gne, les ennemis déclarés ou non de notre alliance, ont voulu voir celle-
ci menacée, rompue, comme si l'Angleterre avait la prétention de s'immiscer

dans notre politique intérieure ou de dépasser les limites de notre alliance, et comme si elle ne nous avait pas donné le droit de défendre intégralement notre dépendance..... "

Antonio Ferro ayant demandé au Dr. Salazar si le communisme suit encore une courbe ascendante ou si nous assistons à son agonie, le Président du Conseil réplique:

" Il est difficile de répondre à votre question dans les termes où vous la formulez. L'expérience russe est, sans contredit, la plus grande qui ait été réalisée jusqu'aujourd'hui, du point de vue de la transformation économique et politique. Cette expérience communiste est aussi celle qui s'est réalisée dans les meilleures conditions pour obtenir le succès..? Malgré cela elle est allée à vau l'eau et la débâcle a été complète. Comme c'était à prévoir, le communisme s'est révélé, dans son application pratique une théorie anti-naturelle et profondément anti-économique. Cette formidable débâcle n'a pourtant pas empêché quelques pays de considérer la Russie comme un Eldorado et de vouloir l'imiter, même en suivant des chemins par elle abandonnés En tout cas, on peut affirmer d'une manière générale que, comme doctrine économique, le communisme se trouve dans la courbe descendante. Mais le communisme politique est loin d'être à l'agonie, parce qu'il a réussi à rassembler, peu à peu, toutes les forces de gauche, parce qu'il est le pavillon à l'ombre duquel s'abritent tous les mouvements de désordre et d'inversion sociale..... Le communisme est le porte parole du désordre, le " front populaire " des bas instincts révolutionnaires de l'homme d'aujourd'hui, et puisque, de système économique qu'il était, il s'est transformé en doctrine politique, sociale, moral, religieuse, tout en exploitant les plus bas instincts de l'homme et ses pires défauts, il est impossible de lui refuser le dangereux dynamisme que nous devons combattre sans trêve. "

A propos de la Société des Nations, voici quelles sont les paroles de Salazar: "..... sa décadence provient d'une double erreur: elle a cherché 1° à s'ériger en super-Etat, s'opposant ainsi aux nationalismes qui sont toujours plus nombreux et plus fortes et 2° à manifester des tendances, à prétendre imposer une certaine doctrine politique..."

Salazar ayant déclaré que la Société des Nations est à peu près inutile (sauf en ce qui concerne les travaux d'ordre technique et d'information pure) finit, sur une question de Ferro, par dire: "Si la Société des Nations était renouvelée, qu'elle ait d'autres articles, un autre esprit et d'autres méthodes de travail, elle pourrait devenir un organisme juridique utile pour la collaboration internationale."

Antonio Ferro ayant avancé que le Portugal - petit pays, mais grande nation coloniale dont les colonies sont convoitées - que le Portugal pourrait trouver avantage à ce que ses droits soient défendus à la Société des Nations, Salazar répliqua d'une voix froide et dure:

"Savez-vous que cette idée que de nos colonies seraient convoitées m'a tout l'air d'une idée toute faite, d'une phrase héritée du passé? Qui les convoiterait? L'Angleterre obligée à les défendre par ses traités d'alliance? La France? Jamais personne n'a pu l'accuser d'une pareille chose, excepté quand, il y a une dizaine d'années, elle a cru que notre héritage colonial était ouvert. L'Allemagne? Le chancelier Hitler n'a-t-il pas déclaré que ses réclamations coloniales ne visent que les anciennes colonies allemandes, et pas du tout celles d'un autre pays? L'Italie? Outre que nous possédons les déclarations spontanées faites en tout temps par M. Mussolini, ne voyons-nous pas que l'Italie n'a nullement besoin d'attenter aux droits des puissances européennes, puisqu'elle a conquis en Afrique un empire aux possibilités illimitées. Rien à craindre non plus des petits pays, comme la Belgique et la Hollande, que les mêmes spéculateurs internationaux pourraient aussi faire trembler pour leurs propres colonies. Il faut en finir avec cette éternelle crainte, propre aux peuples décadents, mais incompatible avec notre sens

ssance et notre désir de travailler. Que nous importe les lieux communs débités par des critiques suspects, au sujet de notre prétendu manque d'hommes et de capitaux pour coloniser. Si nous manquons d'hommes, comment expliquer que le pourcentage de race blanche des colonies portugaises est supérieur à celui des colonies étrangères ? S'il nous manque des capitaux, comment se fait-il que notre développement colonial n'est pas dépassé par celui d'autres pays qui possèdent des colonies aussi riches que les nôtres ?

" Mais assez là-dessus, car nous n'admettons pas de discussion sur notre souveraineté. Notre souveraineté ne peut pas être discutée à Genève, pas plus qu'elle ne peut l'être à Paris, à Londres, à Rome ou à Berlin. Notre souveraineté c'est notre vie et nous seuls pouvons disposer de notre vie. Les critiques que l'on fait généralement contre notre administration d'outre-mer, me semblent tendancieuses et de mauvaise foi. Cependant, les intrèques, les calomnies, sont en train de s'évanouir, de disparaître devant les faits. Au surplus, nos domaines d'outre-mer n'ont pas été conquis sur d'autres nations. C'est nous qui les avons découvertes et elles ont toujours été nôtres

L'entrevue dériva ensuite sur des questions intérieures, sur l'Homme, le caractère des Portugais, pour finir sur des déclarations assez intimes:

".....Contrairement à ce qu'on pense, on ne sait vraiment pas pourquoi la vie prend telle route plutôt que telle autre. En ce qui me concerne je sais seulement et je le sais positivement - que, par exemple, si ma mère n'était pas morte je ne serais pas même ministre: elle ne pourrait pas vivre sans moi et moi je ne pourrais pas travailler la sachant inquiète.... Il y a des oeuvres qui exigent un dévouement absolu, le don total de soi même. Pour quelques tempéraments ce tout n'admet pas de partage

Extrait d'un discours de M.le Dr. Salazar, intitulé " LA PREOCCUPATION DE LA PAIX ET LA PREOCCUPATION DE LA VIE ", prononcé le 27 Octobre et publié le 28.

"....J'ai cru que je ne devais faire aucune déclaration (au sujet de la crise européenne) comme j'ai cru que je devais éviter à notre peuple la précipitation de mesures coûteuses et graves que je tenais d'ailleurs pour inutiles. J'avais la certitude absolue qu'il n'y aurait pas de guerre. En effet, personne ne voulait la guerre, personne n'y était préparé du point de vue militaire et économique..... En tout cas, ce qui nous paraît si simple maintenant est déjà entré dans l'Histoire, à l'indiscutable gloire de Chamberlain, auquel le Chef du Gouvernement italien doit avoir donné de son génie politique, à la faveur de sa collaboration décisive.

" Les raisons qui m'avaient convaincu de l'improbabilité de la guerre se trouvaient être, en même temps, celles qui me tranquillisèrent au sujet de sa prétendue généralisation. Je ne voyais pas pourquoi nous aurions été obligés de nous en mêler, pas plus que je ne découvrais les raisons qui eussent pu nous empêcher de maintenir notre ferme intention de préserver notre peuple de la misère et de la destruction, et cela jusqu'à la dernière minute, il s'agissait d'un conflit sans intérêt pour nous et à cause d'un Etat avec lequel nous nous sommes même vus dans l'obligation de ne pas entretenir de relations normales. Il est sûr qu'un conflit étendu aurait des répercussions imprévisibles et personne ne pourrait délimiter son action, une fois que celle-ci serait prise dans l'engrenage du fatal enchaînement des choses. Cela d'autant plus que, à notre porte, le problème espagnol pourrait devenir - comme beaucoup le désiraient - un secteur de grande lutte, ou du moins en prendre l'apparence.

" Mais, si nous n'avions pas de raisons de nous laisser aller au découragement, personne ne pourrait nous accuser sans injustice, d'avoir été exempts de préoccupations, de préoccupations qui durent encore et qui

BCU Cluj / Central University Library Cluj

ne nous quitteront pas de si tôt, parce que, contrairement à l'optimisme exagéré qui a remplacé l'anxiété et la désolation de beaucoup, je pense que la crise continue et que le problème tchèque n'en fut qu'un simple épisode ou incident. La vérité sentie par tout le monde, mais que personne n'ose avouer, c'est que le monde passe par une crise de peur: savoir comment et dans quel sens se développeront la force de l'expansion et le génie des grands pouvoirs militaires, voilà ce qui constitue un objet de préoccupation générale.

" Nous avons tous entendu dire que le Traité de Versailles est la source du malaise européen. Toutefois, bien que les critiques aient aujourd'hui par devers eux la lumière des événements eux-mêmes, il me semble à moi qu'ils oublient, à chaque pas, trois points fondamentaux: 1° qu'il y a eu en 1918 des nations qui ont gagné la guerre, tandis que d'autres l'ont perdue; 2° que les conditions d'une paix victorieuse - et en admettant qu'elles ne se soient pas pulvérisées du fait même de la victoire - ne peuvent se maintenir qu'aussi longtemps que se maintient la force qui les a dictées; or, celle-ci s'est désagrégée dès avant la paix; 3° que la reconstitution des nations est un fait enregistré dans l'Histoire, quand la source principale de leur vie n'a pas été attaquée. Il suffira, comme exemple, de citer la France moderne, après les guerres napoléoniennes et la défaite de 1870. Donc, s'il est singulier de prétendre qu'on ne devrait faire aucune imposition aux pays vaincus dans la Grande Guerre, il est insensé de supposer que l'Allemagne montrerait indéfiniment de la résignation ou qu'elle vivrait dans une sorte de minorité qui violenterait sa conscience nationale; et, en admettant même que cela fût possible, un pareil état de chose priverait l'Europe, dans une certaine mesure, de l'extraordinaire capacité d'organisation et de travail de beaucoup de dizaines de millions d'hommes outillés et cultivés supérieurement.

" Il est arrivé ainsi que l'Allemagne a été poussée vers le régime qui s'identifiait sinon avec l'idée de revanche, du moins avec celle d'unité, de plénitude de la souveraineté et de récupération de la grandeur passée, par les mêmes raisons que celles qui ont poussé la politique de l'Europe à se draper sans réfléchir dans l'aversion du système politique, à tenter d'isoler celui-ci et à créer des barrières idéologiques qui ne coïncidaient déjà plus avec les intérêts des alliés et qui n'étaient pas même logiques, depuis que "les grandes démocraties" se vantaient de la contribution soviétique. L'Allemagne incarna, alors, avec une certaine exagération, le rôle de persécutée; elle poussa à l'extrême le système économique et financier, qui pouvait lui donner la plus grande somme de disponibilités pour des dépenses improductives, et elle a créé l'immense pouvoir militaire qui, en pleine paix, lui a permis de reculer les frontières de l'Empire.

" Il y a quelques années, parmi des réflexions au sujet de la crise européenne, j'ai eu l'occasion de confier au papier les paroles suivantes qui, peut-être incomprises alors, sont confirmées par des faits aujourd'hui: Il serait nécessaire, écrivais-je alors, de ne pas oublier que les peuples comme les individus ont besoin d'être traités avec justice; que les problèmes de la vie ne se résolvent pas avec de simples formules et, enfin, que la guerre n'a pas peur ... de la guerre. A Genève, deux ans auparavant, presque seuls et, en tout cas, contre l'opinion et la politique de l'Angleterre et de la France - dominées alors par la préoccupation d'un pacte à l'est qui ne s'est jamais réalisé - nous avons combattu pour que les soviets n'entrent pas à la Société des Nations. Nous étions convaincus que leur esprit finirait par corrompre ledit organisme déjà trop infecté d'idéologie socialiste et internationaliste, trop ambitieux et trop préoccupé d'une politique à lui et que, de ce fait on chercherait à écarter un jour ou l'autre ceux qui, dans la politique intérieure et dans la défense de leurs intérêts, entendraient suivre des principes différents.

" Par un sentiment de convenance envers les hommes responsables de la direction des affaires de l'Europe, je ne veux pas contrôler les faits et les prévisions; mais n'importe qui peut se rendre compte que les dangers ont augmenté avec l'oubli de ces vérités élémentaires et que la crise a été conjurée dans la mesure où on les a respectées. De vagues discours dépourvus de sens ont été remplacés par l'action; les hommes d'Etat se sont dépouillés de mesquins préjugés de politique partisane; on a fait face à la réalité sinon à la justice de certaines aspirations; la force a commencé à révéler sa présence; la carte d'Europe s'est modifiée à cause de quatre nations cependant que Genève admettait en sourdine une proposition de simple spéculation politique pour le retrait des volontaires qui se trouvaient en Espagne; on dut même, pour obtenir la paix, éloigner la Russie soviétique, d'ailleurs directement intéressée, dans la querelle. Défaite d'importance et, pour beaucoup, bien dure leçon.

" Les perspectives d'une Europe bien différente, sinon d'une Europe nouvelle, se sont élaborées à Munich. Au cours de ces derniers mois, le traité de Versailles a fini de mourir dans le domaine politique, les relations économiques, les possibilités militaires, les influences diplomatiques guidées par l'amitié ou le voisinage. En quelques heures on a remplacé par d'autres les bases qui furent celles de la politique européenne durant des dizaines d'années. Cela n'amènera pas forcément la guerre. Il est bien possible, au contraire que, pour les problèmes qui sont restés en arrière, ou qui ont surgi de cette crise, on trouvera des solutions en collaborant amicalement, et cela avec plus de facilité peut-être que dans les circonstances antérieures. Malheureusement - et il n'est pas besoin pour cela de mettre en doute la sincérité des désirs et des déclarations de paix, répétées de tous les côtés - malheureusement la paix en Europe dépend seulement de l'équilibre forcément instable de deux facteurs: 1° le développement que prendront, dans la vie pratique et les relations des Etats, certains principes et procédés qui sont posés

et expérimentés et 2° l'évolution de la peur de la guerre dans l'esprit des nations et surtout de leurs gouvernants. Pour cette raison j'assiste, sans la moindre surprise, au développement des armements, basé sur l'échange solennel d'amabilités et les plus péremptoires déclarations de ne pas recourir aux armes pour résoudre des conflits d'intérêts.

" Il me faut encore dire un mot au sujet des complications éventuelles, que la guerre civile d'Espagne pourrait causer à la Péninsule.

" Quelques uns étaient impatients de constater dans la pratique - en de mauvaises circonstances d'ailleurs - combien avait été fautive la politique du Gouvernement par rapport à l'Espagne Nationale; ceux-là et d'autres estimaient qu'il était plus convenable pour nos intérêts de posséder des frontières communes avec les rouges - ennemis de notre indépendance et, en tout cas, de notre tranquillité - plutôt que d'en avoir avec le Gouvernement amical du Généralissime Franco. Il paraît qu'il y en a d'autres encore qui ont eu des hallucinations: ils ont vu des troupes, appartenant à de tierces puissances, venues d'Espagne et en marche sur notre territoire pour occuper les bases principales des côtes portugaises. Et on a fait grand peur aux enfants avec cette invasion.

" Or, en ce qui nous concerne, nous n'avions pas à modifier la position prise par nous depuis le commencement du conflit espagnol; de plus, l'attitude des deux Espagnes envers nous, avant et après la déclaration de la guerre civile, prouve que la nôtre ne pouvait pas être différente. Elle fut, à ce moment là, et elle continue d'être dans le présent, la position qui ne correspond pas seulement à notre éthique politique, mais aux convenances réelles et aux intérêts les plus évidents du Portugal.

" Le problème était délicat, parce que les circonstances de la politiques espagnole ou d'autres circonstances, même sans le vouloir, auraient pu entraîner la Nation Portugaise dans un conflit entre le

sentiment et le devoir. Il serait pour nous extrêmement douloureux, parce que ce serait aller à l'encontre de notre conscience et de quelques uns de nos intérêts, d'être placés dans l'obligation de contribuer à la destruction de ce que nous avons vu édifier avec tant de sympathie

" Il m'a paru évident, depuis le commencement, que le plus grand intérêt de l'Espagne nationaliste serait de rester neutre devant tout conflit qui pourrait surgir des problèmes du centre européen; il s'agirait maintenant d'aider ses gouvernants dans la mesure du possible, à défendre et à maintenir cette neutralité. La déclaration publique de cette politique et sa mise en oeuvre convenaient au plus haut degré à l'intérêt de la France; de l'Angleterre, comme elle convenait malgré la perte de quelques possibilités, à l'Allemagne et à l'Italie, que le conflit espagnol a intéressées surtout à cause des barrières que l'on pouvait dresser devant l'invasion communiste. Et quant au Portugal, l'Espagne désirait encore davantage la certitude de la tranquillité des frontières, mutuellement garanties du fait de l'amitié fraternelle qui unit les deux peuples.....

" Voilà comment on a créé des conditions de tranquillité à la frontière terrestre et comment on a diminué les possibilités de voir le conflit s'étendre et de nous y trouver mêlés. C'est ainsi qu'on arrivera à la preuve palpable que nous n'avons pas engagé l'intérêt national sur une fausse route en définissant notre attitude dans la guerre d'Espagne....